

Guide des services judiciaires numériques Lexius Matière civile

Guide à l'intention des utilisatrices et utilisateurs

Version du 10 novembre 2025



TABLE DES MATIÈRES

1.	Accès aux services judiciaires numériques	_1
2.	Connexion aux Services judiciaires numériques	_2
2.1.	Connexion au compte (avocates et avocats ou notaires)	_ 3
2.2.	Créer un compte (les déposantes et les déposants, autres que les avocates et avocats ou les notaires)	_ 8
2.3.	Connexion au compte (les déposantes et déposants, autres que les avocats, les avocats ou les notaires)	12
2.4.	Mot de passe oublié	13
3.	Les Services judiciaires numériques Lexius	_15
4.	Nouveau dépôt de document	_16
5.	Dépôts en cours de rédaction ou transmis	_27
6.	Dépôts en attente de paiement	_29
7.	Consulter à distance un dossier judiciaire numérique (DISPONIBLE UNIQUEMENT POUR LES AVOCATES ET AVOCATS AINSI QUE POUR LES NOTAIRES)	_ _30
8.	Modifier la personne-ressource associée au dossier	_32
Annex	re	_33

Important

Depuis le 1^{er} avril 2025, toute personne physique qui agit pour elle-même dans un dossier suivant la procédure non contentieuse doit déposer ses documents au greffe au moyen des services judiciaires numériques Lexius¹. Cette obligation s'applique également pour les nouveaux dossiers en action collective ouverts depuis le 17 novembre 2025.

Toutefois, si vous n'êtes pas en mesure d'utiliser Lexius ou si vous souhaitez obtenir de l'assistance, veuillez communiquer avec le Centre de communications avec la clientèle du ministère de la Justice (MJQ), au numéro de téléphone sans frais 1-833-3-LEXIUS (1-833-353-9487).

Mise en garde

Ce guide est destiné à ceux et celles qui recourent aux Services judiciaires numériques Lexius. Il a pour objectif de soutenir les déposantes et déposants lors de l'utilisation de ces services numériques. Les informations présentées dans ce guide ne constituent toutefois pas un avis ni un conseil juridique. Uniquement une avocate, un avocat ou un ou une notaire peut vous conseiller sur votre situation personnelle.

¹ Article 5 du Règlement concernant le projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice.

1. ACCÈS AUX SERVICES JUDICIAIRES NUMÉRIQUES

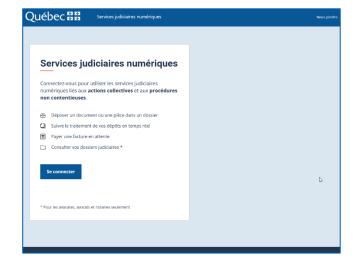
Il existe plusieurs façons d'accéder aux services judiciaires numériques.

Un lien d'accès est disponible dans la page des Services judiciaires numériques, à l'adresse suivante : https://lexius-gnjq.justice.gouv.qc.ca/fr/Accueil.



En cliquant sur « **Se connecter** », vous accédez à la page de connexion du portail.

Vous pouvez également accéder au portail directement à l'adresse suivante : <u>Accueil – Libre-service</u> clientèle.



2. CONNEXION AUX SERVICES JUDICIAIRES NUMÉRIQUES

Pour utiliser les Services judiciaires numériques, il est requis de créer un compte lors de la première connexion et de s'y connecter lors des visites subséquentes.



À noter : Le compte des avocates et avocats ainsi que des notaires a été créé en amont, en collaboration avec leur ordre professionnel.

Avoir un compte comporte plusieurs avantages :

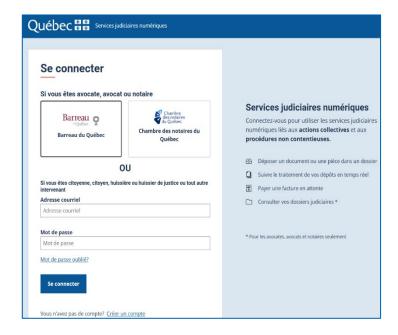
- ✓ Possibilité de payer en ligne lors du dépôt;
- ✓ Possibilité de commencer un dépôt, de l'enregistrer et d'y revenir plus tard;
- ✓ Accès à la liste des dépôts faits ainsi qu'à leur état de traitement;
- ✓ Accès rapide aux dépôts en attente de paiement;
- ✓ Accès à distance aux dossiers judiciaires numériques pour lesquels l'avocate, l'avocat ou la ou le notaire est la représentante, le représentant ou est membre du cabinet ou de l'étude représentant une partie (cet accès à distance est réservé aux avocates et avocats ainsi qu'aux notaires). À noter que lorsque le cabinet ou l'étude représente la partie, uniquement l'avocate, l'avocat ou la ou le notaire inscrit à titre de personne-ressource (la personne désignée pour ces dossiers) a accès à distance à tout document déposé sous pli cacheté, sous réserve des limitations ou de l'interdiction d'accès prévues par la loi, les règlements ou une ordonnance du tribunal.

Cliquez sur le bouton « **Se connecter** » pour accéder à la page de connexion.



Vous pouvez vous identifier de deux façons, selon votre situation :

- Si vous êtes avocate, avocat ou notaire, en sélectionnant votre ordre professionnel;
- Si vous n'êtes pas avocate ou avocat ni notaire, en créant un compte.



2.1. Connexion au compte (avocates et avocats ou notaires)

Les avocates et avocats ainsi que les notaires peuvent s'authentifier par l'entremise d'un partenaire de connexion, soit leur ordre professionnel respectif. La connexion permet notamment l'accès aux dossiers judiciaires numériques pour lesquels l'avocate, l'avocat ou la ou le notaire est la représentante ou le représentant ou est membre du cabinet ou de l'étude représentant une partie. Ce service d'authentification n'est pas encore offert à d'autres titulaires de charges professionnelles tels que les huissiers de justice.

Cliquez sur votre ordre professionnel.



Connectez-vous à votre ordre professionnel selon la procédure habituelle.



À noter : L'exemple est fourni avec le visuel de la Chambre des notaires du Québec, mais le même principe s'applique au Barreau du Québec.



Dès que l'authentification par votre ordre professionnel est complétée, l'accès aux Services judiciaires numériques est activé.

Cliquez sur « Suivant ».



Une fois par jour, vous devez accepter les conditions d'utilisation².

- Faites défiler la page jusqu'en bas, puis cochez la case pour accepter les conditions d'utilisation;
- ✓ Cliquez sur « Suivant ».



Une fois par jour, l'avocate, l'avocat ou la ou le notaire doit valider l'étude de notaires ou le cabinet d'avocats au sein duquel elle ou il exerce ses activités, le cas échéant.



À noter que vous devez obligatoirement détenir un code d'impliqué permanent (CIP) pour utiliser les Services judiciaires.

Si une avocate, un avocat ou une ou un notaire ne possède pas de CIP personnel, elle ou il doit obligatoirement indiquer son bureau de travail.

Cliquez sur « Suivant ».



² Le texte des conditions d'utilisation est reproduit en annexe.

La personne utilisatrice doit confirmer si les renseignements du compte sont exacts ou erronés.



Lors de votre première connexion, un message vous indiquera que la création de votre compte est en cours. Ce processus peut prendre jusqu'à 15 minutes.

Merci pour votre inscription

Votre compte est en cours de création.

Nous vous remercions de votre inscription. Votre compte est en cours de création. Veuillez revenir dans environ 15 minutes pour accéder à toutes les fonctionnaîtés à partir de la page d'accueil.

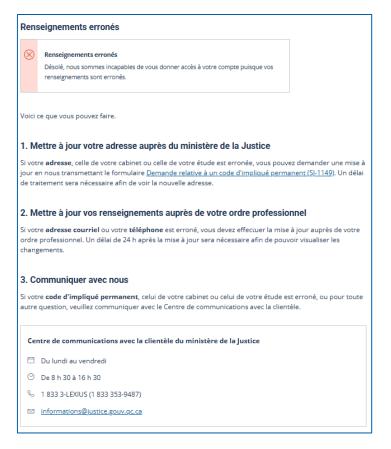
Merci pour votre patience !

Se déconnactor

Une fois les conditions d'utilisation acceptées, vous accédez à la page d'accueil de votre compte.

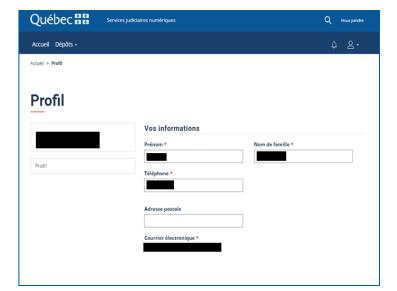


Si les renseignements sont erronés, la page suivante présentera les options offertes à la personne utilisatrice.



Les renseignements relatifs au profil de l'avocat, de l'avocat ou de la ou du notaire peuvent être consultés en tout temps.

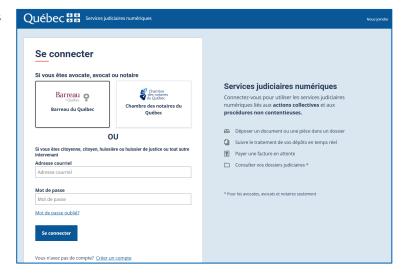
Les renseignements ne peuvent pas être modifiés.



2.2. Créer un compte (les déposantes et les déposants, autres que les avocates et avocats ou les notaires)

Lors de votre première connexion, vous devez créer un compte.

Cliquez sur « Créer un compte ».



Fournissez une adresse électronique pour que nous puissions communiquer avec vous.



Veuillez noter que toutes les communications électroniques concernant le dépôt ou le paiement seront envoyées à cette adresse.

Cliquez sur le bouton « Envoyer le code de vérification ».

Récupérez le code transmis dans votre boîte de messagerie.



Inscrivez le code de vérification reçu et cliquez sur « **Vérifier le code** ».

Créer un con	npte	
Le code de vérification a ét Copiez-le dans la zone de t	té envoyé à votre boîte de réception. texte ci-dessous.	
Adresse courriel		1
Code de vérification		
Code de vérification)
	Envoyer un nouveau code)

Saisissez les informations demandées :

- ✓ Inscrivez votre mot de passe;
- ✓ Confirmez le mot de passe;
- ✓ Mentionnez votre prénom;
- ✓ Précisez votre nom;
- ✓ Fournissez le numéro de téléphone pour vous joindre.

Cliquez sur « Créer ».



Une page d'information s'affichera.

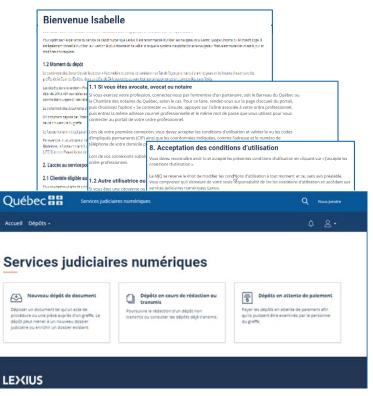
Après avoir pris connaissance de cette page, cliquez sur « **Suivant** ».

Lors de votre première connexion, vous devez accepter les conditions d'utilisation³.

- ✓ Faites défiler la page jusqu'à la fin et cochez la case pour accepter les conditions d'utilisation;
- ✓ Cliquez sur « Suivant ».

Lorsque vous aurez bien créé le compte et accepté les conditions d'utilisation, la page d'accueil de votre compte s'affichera.





³ Le texte des conditions d'utilisation est reproduit en annexe.

Si un problème survient, un message d'erreur s'affichera, accompagné des coordonnées du Centre de communications avec la clientèle.

Bienvenue Isabelle

Erreur détectée



Impossible d'accéder à votre compte

Désolé, nous sommes incapables de vous donner accès à votre compte puisque nous n'arrivons pas à reconnaître vos renseignements. Veuillez contacter le Centre de communications avec la clientèle pour corriger la situation.

Centre de communications avec la clientèle du ministère de la Justice

Heures d'ouverture (du lundi au vendredi) : de 8h30 à 16h30

Téléphone : 418 643-5140 option 3
Téléphone sans frais : 1-833-3LEXIUS
Courriel : informations@justice.gouv.qc.ca

2.3. Connexion au compte (les déposantes et déposants, autres que les avocats, les avocats ou les notaires)

Se connecter

Barreau 💿

Barreau du Québec

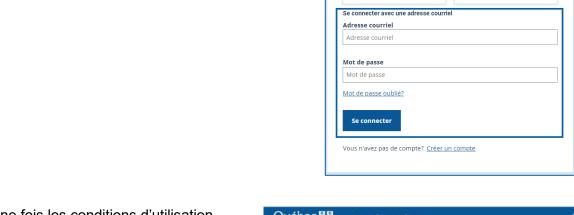
Se connecter par l'entremise d'un partenaire

Chambre des notaires du

Québec

Inscrivez vos identifiants de connexion, soit votre adresse courriel et votre mot de passe.

Cliquez sur le bouton « **Se connecter** ».



Une fois les conditions d'utilisation acceptées, la page d'accueil de votre compte s'affichera.



2.4. Mot de passe oublié

Si vous vous connectez par courriel, l'option « Mot de passe oublié » vous permet de réinitialiser votre mot de passe.



Notez que pour toute modification des modalités de connexion, les notaires doivent s'adresser à la Chambre des notaires du Québec, et les avocates et avocats, au Barreau du Québec.

Saisissez l'adresse courriel associée au compte. Un code de vérification vous y sera transmis.

Cliquez sur « Envoyer le code de vérification ».





Récupérez le code de vérification dans votre boîte de messagerie.

Si vous n'avez pas reçu votre code de vérification, sélectionnez « Envoyer un nouveau code », puis consultez le message envoyé par le MJQ dans votre boîte de réception.

Si vous ne recevez toujours pas votre code de vérification, assurez-vous de vérifier votre dossier de courriels indésirables et de confirmer que l'adresse courriel associée à votre compte est correctement inscrite.

Ou cliquez sur « **Envoyer un nouveau code** ». Inscrivez le code de vérification.

Cliquez sur « Vérifier le code ».

Une fois votre adresse de courriel vérifiée, appuyez sur « **Continuer** ».

Inscrivez un nouveau mot de passe, puis confirmez-le.

Cliquez sur « Continuer ».

Un message confirmera le changement de mot de passe.







3. LES SERVICES JUDICIAIRES NUMÉRIQUES LEXIUS



La tuile « Nouveau dépôt de document » permet de déposer :

- ✓ une demande menant à l'ouverture d'un dossier judiciaire numérique en procédure non contentieuse ou en action collective;
- ✓ un ou des documents dans un dossier judiciaire numérique existant.

La tuile « **Dépôts en cours de rédaction ou transmis** » permet de consulter la liste des dépôts :

- ✓ en cours de rédaction et d'y accéder pour les compléter;
- ✓ qui ont été transmis au greffe et qui sont en traitement:
- ✓ traités, soit ceux dont le traitement au greffe a été complété et qui ont été transmis à l'étape suivante du processus judiciaire.

La tuile « **Dépôts en attente de paiement** » permet de consulter la liste des dépôts pour lesquels le paiement n'a pas encore été effectué et d'y accéder pour le compléter. Cette tuile comprend également les dépôts en attente de paiement à la suite d'un ajustement effectué par le personnel du greffe lors du traitement.

La tuile « **Dossiers judiciaires** » permet aux avocates et avocats ainsi qu'aux notaires (les autres types d'utilisateurs n'ont pas accès à cette tuile) de consulter les dossiers judiciaires dans lesquels elles ou ils sont représentants ou dans lesquels leur cabinet ou étude représente une partie.

L'icône de cloche vous permet de consulter certaines alertes concernant les dossiers se trouvant dans la tuile « **Dossiers judiciaires** » :

- Un nouveau document a été déposé dans le dossier X (document déposé par le tribunal ou par le greffe);
- Votre cabinet ou étude représente une partie dans un dossier X, mais aucune personne professionnelle (avocate, avocat ou notaire) n'y est actuellement associée, par exemple à la suite d'un départ. Veuillez mettre à jour cette information.

L'icône de l'utilisateur permet d'accéder à son profil ou de se déconnecter. Cliquez sur la flèche à sa droite pour afficher ces options.

4. NOUVEAU DÉPÔT DE DOCUMENT

La plateforme de dépôt est adaptative : les questions et les choix s'adaptent en fonction des réponses inscrites. Il est donc possible d'utiliser la plateforme pour déposer :

- ✓ une demande menant à l'ouverture d'un dossier judiciaire;
- ✓ un document dans un dossier judiciaire numérique existant.

Pour commencer un dépôt, cliquez sur la tuile « **Nouveau dépôt de document** ».

IMPORTANT

La plateforme Lexius s'adapte en fonction des réponses fournies. Par conséquent, certains onglets ou champs peuvent ne pas apparaître, selon les contextes.

Puis, cliquez sur « Commencer ».





Onglet « Dossier judiciaire »

Lorsque le dépôt n'est lié à aucun dossier existant, la case « Non » doit demeurer cochée.

Vous devez ensuite choisir la juridiction dans le champ « Sujet du dépôt (juridiction) », puis le type de dépôt (notaire / tribunal) si la juridiction choisie est la 14.

Si, au contraire, le dépôt est lié à un dossier existant, cliquez sur « Oui » et inscrivez le numéro du dossier judiciaire où le dépôt doit être effectué.

Pour un dossier existant, vous n'aurez pas à remplir à nouveau les informations sur les parties ainsi que sur les représentantes et les représentants.

Puisque cette donnée influence fortement la suite du dépôt, elle ne peut plus être modifiée lorsque vous passez à l'étape suivante. En cas d'erreur, vous devez annuler le dépôt et recommencer.

Cliquez ensuite sur « Suivant ».



Onglet « Information sur le dépôt »

- Sélectionnez le palais de justice ou le point de service où vous voulez effectuer le dépôt;
- ✓ Sélectionnez la nature du dépôt;
- ✓ Indiquez si le dépôt est urgent ou non (le dépôt de l'acte de procédure est urgent lorsque considéré comme tel par la loi, par les règlements ou par les directives des tribunaux).

Lorsque les champs sont remplis, cliquez sur « **Suivant** ».



En tout temps, il est possible d'« Annuler le dépôt » que l'on souhaite abandonner ou de l'« Enregistrer et quitter » afin de conserver les informations saisies et de revenir compléter le dépôt plus tard.



Onglet « Parties »

Le type de la partie (ex. : partie demanderesse) doit être indiqué. Ce type est inscrit sur l'acte de procédure. Les définitions sont accessibles, au besoin, en cliquant sur « Afficher les définitions ».

IMPORTANT: Il est fortement recommandé d'inscrire toutes les parties mentionnées sur l'acte de procédure.

Pour ajouter une partie, cliquez sur « **Ajouter une partie** ».



Une nouvelle fenêtre contextuelle s'ouvrira.

- ✓ Sélectionnez le type de partie;
- ✓ Sélectionnez le type de personne : personne morale, personne physique ou organisme fréquent.

Les organismes fréquents présents dans la liste sont les suivants :

Agence du revenu du Québec (Mtl); Curateur public du Québec; Directeur de l'état civil (Mtl); Directeur de l'état civil (Qc); Fonds d'aide aux actions collectives; Agence du revenu du Québec (Qc).

Selon le type de personne choisi, les champs du formulaire s'adaptent. Par exemple, pour une personne physique, les champs « **Prénom** » et « **Nom** » s'affichent et doivent être remplis.

Notez que le type de personne choisi peut influencer le tarif appliqué.

Si l'adresse de la partie est inconnue, cochez la case appropriée.

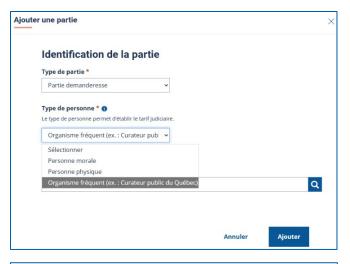
Dans tous les autres cas, l'adresse doit être inscrite selon l'une des modalités suivantes :

- ✓ Utilisez la fonctionnalité de recherche d'adresse de Postes Canada:
- ✓ Saisissez l'adresse dans les champs appropriés.

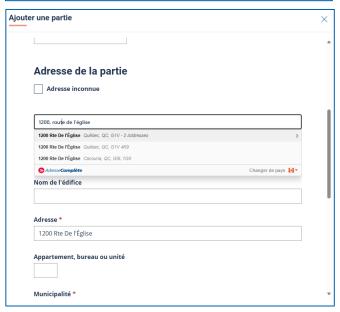
Lorsque tous les champs obligatoires sont remplis, cliquez sur « **Ajouter** ».

La partie s'affichera.

Procédez de la même manière pour toutes les parties au dossier.

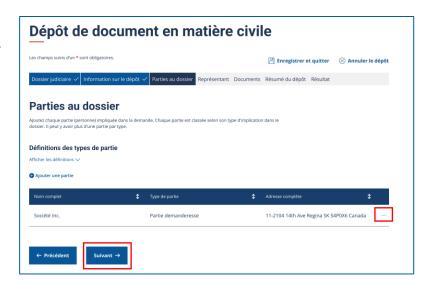






Il est possible de modifier ou de supprimer une partie en cliquant sur les trois points (...) au bout de la ligne, à droite.

Lorsque vous avez terminé l'ajout des parties, cliquez sur « **Suivant** ».

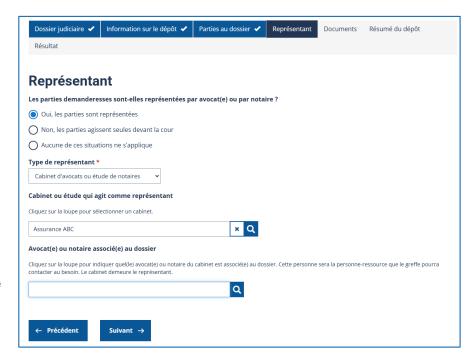


Onglet « Représentant »

Indiquez si la ou les parties demanderesses sont représentées ou non.

Si la ou les parties demanderesses sont représentées :

- ✓ Dans le champ « Type de représentant », indiquez si la représentante ou le représentant est une avocate, un avocat, une ou un notaire, un cabinet d'avocats ou une étude de notaires;
- ✓ Précisez le nom du cabinet d'avocats ou de l'étude de notaires, s'il y a lieu;
- ✓ Si la représentante ou le représentant est un cabinet ou une étude, indiquez le nom de l'avocate, de l'avocat ou de la ou du notaire en lien avec le dossier.



Si la ou les parties demanderesses agissent seules ou qu'aucune de ces situations ne s'applique :

Indiquez:

- ✓ une adresse courriel;
- ✓ un numéro de téléphone.



Ces coordonnées sont facultatives. S'il ne s'agit pas de vos propres coordonnées, vous devez obtenir préalablement le consentement de leur titulaire.

Cliquez sur « **Suivant** » au bas de la page.



Onglet « Documents »

Pour ajouter vos documents :

Cliquez sur « Ajouter un document ».

Une fenêtre contextuelle s'affichera alors.

Remplissez les champs obligatoires, lesquels sont munis d'un astérisque (*).

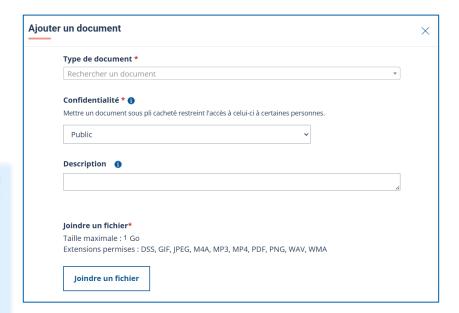
Sélectionnez le **type de document** parmi les choix offerts.

Il est possible de rechercher le type de document souhaité en inscrivant un ou des mots-clés dans le champ de recherche, ou de le sélectionner directement dans la liste déroulante.

Si vous ne trouvez pas le document souhaité, le type « Autre document » peut être utilisé.

Un tarif est appliqué selon le type de document choisi. Si le type de document « Autre - Acte de procédure » ou « Autre document » est sélectionné, le montant affiché sera alors « 0,00 \$ » puisque le tarif applicable sera établi lors du traitement du dépôt par le personnel du greffe.





Si vous avez droit à l'aide juridique, il sera requis d'ajouter le document « Attestation d'admissibilité à l'aide juridique » pour que les frais judiciaires ne soient pas exigés.

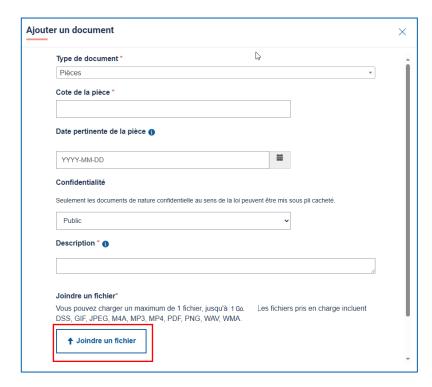


Lorsque le type de document choisi est « **Pièces** », d'autres champs apparaîtront et devront être remplis, notamment la **cote** et la **date pertinente de la pièce**.

Cette date aide le tribunal à établir la chronologie des événements. Par exemple :

- Correspondance ou échange de courriels: date de la correspondance ou du premier échange;
- Certificat du Directeur de l'état civil : date de l'événement (naissance ou décès);
- Déclaration sous serment ou rapport d'expertise : date de la signature;
- Notes sténographiques : date de l'interrogatoire ou de l'audience;
- Document qui ne comporte pas de date: date qu'une partie peut lui attribuer en fonction du fondement de son recours (ex.: testament olographe non daté pour lequel on attribue une date qui sera démontrée lors de l'audience).

Une fois les champs remplis, cliquez sur « **Joindre un fichier** ».



Notez que le format PDF est obligatoire pour les actes de procédure. Les formats PDF, PNG, GIF, JPEG, MP3, M4A, MP4, WAV, WMA sont acceptés pour le dépôt des pièces et des autres documents.

Les dossiers .zip ne sont pas acceptés.

La taille maximale des fichiers est de 1 Go.

IMPORTANT: Veillez à nommer les fichiers joints de manière significative, respectant les directives de la cour, le cas échéant.

Exemple de bonne pratique :

• P1 – Certificat de décès_M. Smith.pdf

Exemples de mauvaise pratique :

- 964587-875412.pdf
- P1.pdf

Cliquez sur « Ajouter ».

Le document ajouté s'affichera avec le tarif associé. Procédez de la même manière pour tous les documents que vous souhaitez déposer.

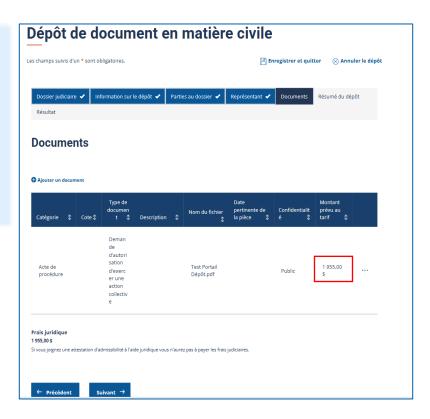
Puis, cliquez sur « Suivant ».

Onglet « Résumé du dépôt »



ATTENTION: Vérifiez toutes les informations qui apparaissent dans la page de résumé avant de transmettre le dépôt, car une fois le dépôt transmis, il ne sera plus possible de le modifier.

Si une erreur est trouvée, il suffit de retourner dans l'onglet correspondant pour apporter la correction en cliquant sur « Précédent ». Cliquez ensuite sur les trois points (...) au bout de la ligne pour modifier ou supprimer le représentant, une partie ou un document.







Après avoir vérifié toutes les informations dans l'onglet « **Résumé du dépôt** », cliquez sur « **Transmettre** ».

Un courriel sera automatiquement envoyé à la déposante ou au déposant à la suite de l'envoi. Il contient le numéro de référence de votre dépôt, que nous vous recommandons de conserver.

Si des frais judiciaires devaient s'appliquer, vous recevrez un second courriel à ce sujet.

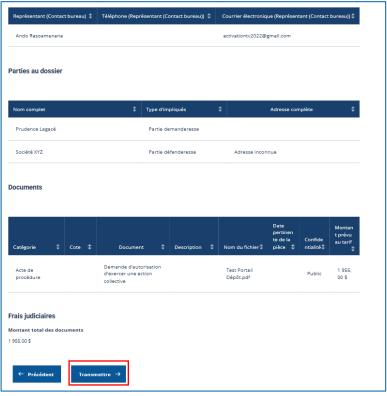
Résultat de transmission

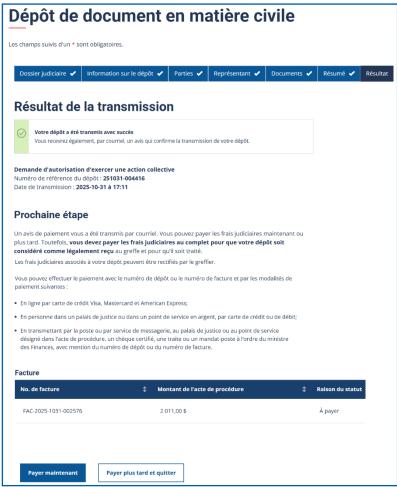
Le résultat de la transmission s'affichera automatiquement après l'envoi du dépôt. Il indiquera le numéro de référence ainsi que la date de transmission.

Lorsqu'aucun paiement n'est requis Un seul bouton apparaîtra en bas de page : « **Terminer** ».

Lorsqu'un paiement est requis

Les deux boutons « Payer maintenant » et « Payer plus tard et quitter » apparaîtront.





En choisissant « Payer maintenant », vous accédez à l'interface de paiement en ligne. Seules les cartes de crédit Visa, Mastercard et American Express sont acceptées.

La confirmation du paiement s'affichera, accompagnée du numéro de référence du dépôt et de la date de transmission.

Cliquez sur « Terminer ».



Notez qu'un acte de procédure ne sera considéré comme reçu que lorsque les frais judiciaires auront été acquittés en totalité.



L'option « Payer plus tard et quitter » permet d'accéder à la liste des dépôts en attente de paiement.

Pour payer plus tard, il vous suffira de :

- 1. vous connecter à votre compte Lexius;
- sélectionner le dépôt à payer dans la tuile « Dépôts en attente de paiement »;
- cliquer ensuite sur les trois points (...) au bout de la ligne à droite, puis sur « Payer ».



5. DÉPÔTS EN COURS DE RÉDACTION OU TRANSMIS

Vous pouvez consulter l'ensemble des dépôts transmis à partir d'un compte, et terminer un dépôt interrompu qui a été enregistré. Il vous suffit de cliquer sur la tuile « **Dépôts en cours de rédaction ou transmis** ».

Par défaut, la liste des dépôts en cours de rédaction s'affichera à l'écran. Trois vues sont disponibles en cliquant sur la flèche:

- Dépôts en cours de rédaction;
- Dépôts en traitement;
- Dépôts traités.

Pour rechercher un dépôt

parmi une liste (vue), indiquez le numéro ou un mot-clé dans le champ de recherche (**loupe**) situé dans l'en-tête de l'application. Afin de faciliter la recherche, vous pouvez inscrire un astérisque (*) avant une partie du numéro de dépôt ou du mot-clé.

Notez que la recherche s'effectue auprès des renseignements affichés dans les colonnes.

Pour trier les dépôts figurant dans la liste, cliquez sur la flèche située à droite de chaque colonne.







Pour poursuivre la rédaction d'un dépôt, choisissez la vue « Dépôts en cours de rédaction », puis cliquez sur les trois points situés à l'extrémité droite de la ligne correspondant au dépôt visé, puis choisir l'option « Modifier ».

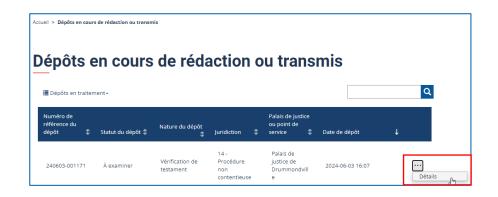
Le dépôt laissé en cours de rédaction s'ouvrira alors. Cliquez sur « **Suivant** » pour naviguer jusqu'à l'onglet précédemment atteint. Poursuivez selon la procédure décrite dans les sections précédentes.

Demandes en traitement (dépôts transmis)

Dans cette liste, il est possible de consulter le résumé de chacun des dépôts transmis. Toutefois, il n'est pas possible de les modifier.

Pour accéder au résumé d'un dépôt transmis, choisissez la vue « Dépôts en traitement » et cliquez sur les trois points situés à l'extrémité droite de la ligne correspondant au dépôt visé, puis sélectionnez « Détails ».





Notez qu'il est possible de connaître l'état d'avancement du dépôt, selon l'étape de traitement atteinte. Il suffit de consulter la seconde colonne de la liste des « **Demandes ouvertes (dépôts traités)** ». Les statuts possibles sont les suivants :

- ✓ À examiner : Le dépôt est reçu au greffe, mais il n'a pas encore été pris en charge;
- ✓ Examen en cours : Le personnel du greffe traite le dépôt;
- ✓ **Impossible à traiter**: Lorsque des informations et/ou des documents n'ont pas été fournis, il n'est pas possible de finaliser le traitement du dépôt. Le cas échéant, une communication est envoyée au déposant pour l'aviser des actions à poser;
- √ À inscrire au registre : Le traitement du dépôt est terminé et le dossier judiciaire numérique est ouvert ou mis à jour, mais l'inscription au registre du tribunal n'est pas encore effectuée;
- ✓ Inscription au registre en cours : Le personnel du greffe procède actuellement à l'inscription du dossier au registre du tribunal;
- ✓ Registre à vérifier : Le personnel du greffe procède actuellement à la vérification des informations inscrites au registre du tribunal;
- ✓ Déposé au dossier : Le traitement du dépôt est terminé.

6. DÉPÔTS EN ATTENTE DE PAIEMENT

La tuile « Dépôts en attente de paiement » permet d'accéder à la liste des dépôts transmis pour lesquels des frais judiciaires doivent être acquittés avant que le dépôt ne soit traité par le greffe, mais dont le paiement n'a pas encore été reçu. Cette tuile contient également les dépôts en attente de paiement à la suite d'un ajustement fait par le personnel du greffe lors du traitement d'un dépôt.

Pour régler une facture, cliquez sur les trois points à l'extrémité droite de la ligne correspondant au dépôt visé, puis sélectionnez « **Payer** ».

Le résumé du dépôt s'affichera. Cliquez sur « **Payer maintenant** » au bas de la page.

Suivez les étapes de paiement.







7. CONSULTER À DISTANCE UN DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE (DISPONIBLE UNIQUEMENT POUR LES AVOCATES ET AVOCATS AINSI QUE POUR LES NOTAIRES)

Pour consulter à distance un dossier judiciaire numérique, cliquez sur la tuile « **Dossiers judiciaires** ».

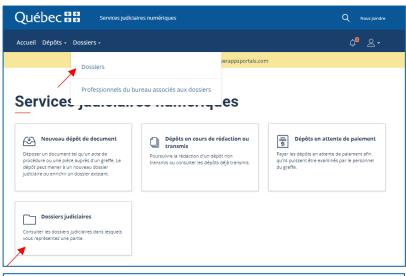
Vous pouvez aussi y accéder en cliquant sur le menu « **Dossiers** », puis sur « **Dossiers** ».

La liste des dossiers judiciaires numériques pour lesquels vous êtes représentante ou représentant ou pour lesquels votre cabinet ou étude est représentant d'une partie s'affichera.

Pour rechercher un dossier parmi la liste de dossiers, indiquez le numéro du dossier dans le champ de recherche (loupe) situé dans l'en-tête de l'application. Afin de faciliter la recherche, vous pouvez inscrire un astérisque (*) avant une partie du numéro de dossier.

Ex. : « * 247 » permettra de retrouver un dossier ayant le numéro : 650-14-400247-132.

Pour consulter un dossier en particulier, cliquez sur les trois points (...) à l'extrémité droite de la ligne correspondante, puis sur « Détails »





Particularités pour les dossiers judiciaires et les documents à accès restreint :

Lorsque la représentante ou le représentant inscrit à un dossier est le <u>cabinet d'avocats ou l'étude</u> <u>de notaires</u>, l'ensemble des avocates et avocats du cabinet ou l'ensemble des notaires de l'étude ont accès au dossier. Toutefois, pour les dossiers à accès restreint et les documents sous pli cacheté, ils sont accessibles uniquement pour le personnel professionnel associé à ce dossier.

Lorsque la représentante ou le représentant paraissant dans un dossier est <u>une avocate</u>, <u>un avocat ou une ou un notaire en particulier</u>, uniquement elle ou lui peut accéder au dossier judiciaire numérique.

Dans tous les cas, les limitations ou l'interdiction d'accès prévues par la loi, les règlements ou une ordonnance du tribunal s'appliquent.

L'affichage du dossier comporte en tout temps le résumé des informations pertinentes dans le haut de la page :

- 1. Le titre et le numéro du dossier;
- L'état du dossier, lorsqu'applicable;
- 3. La nature de la demande à l'ouverture du dossier;
- 4. Le greffe où le dossier est traité;
- 5. La nature du dossier:
- 6. La date de son ouverture.

Trois onglets sont accessibles sous le résumé. Par défaut, l'onglet « **Historique** » s'ouvre et

présente ce qui est survenu jusqu'au moment de la consultation dans le dossier.

L'onglet « **Parties** » permet de consulter les informations concernant toutes les parties au dossier.

Dans l'onglet « **Documents** », il est possible de consulter tous les documents déposés au dossier, sous réserve des restrictions d'accès à un document prévues par la loi, les règlements ou une ordonnance du tribunal.





8. MODIFIER LA PERSONNE-RESSOURCE ASSOCIÉE AU DOSSIER

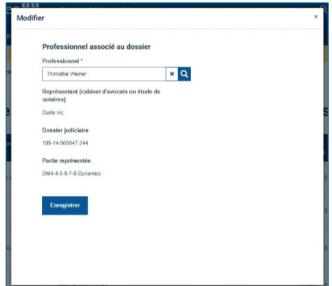
Lorsque le cabinet ou l'étude représente une partie dans un dossier, il est possible de modifier la personne professionnelle liée au dossier.

Dans la liste « **Professionnels du bureau associés aux dossiers** », cliquez sur les trois points (...) situés à l'extrémité droite du dossier correspondant.

Dans la fenêtre suivante, sélectionnez le nouveau contact dans le champ « **Professionnel** ».

Cliquez sur le bouton « Enregistrer ».





ANNEXE

CONDITIONS D'UTILISATION DES SERVICES JUDICIAIRES NUMÉRIQUES LEXIUS

DATE DE DERNIÈRE MISE À JOUR : 17 NOVEMBRE 2025

Les services judiciaires numériques Lexius vous permettent de déposer des documents aux greffes de la Cour du Québec et de la Cour supérieure, pour certaines demandes. Ils offrent aussi, à certains utilisateurs, la possibilité de consulter à distance certains dossiers judiciaires numériques. Les modalités d'utilisation de ces services sont décrites ci-dessous.

Automobile et permis de conduire : ces services vous permettent de déposer au greffe de la Cour du Québec, après avoir rempli un formulaire en ligne, une <u>demande pour permis restreint</u>, une <u>demande pour mainlevée de la saisie</u> ou une <u>demande pour obtenir la levée de la suspension du permis de conduire ou du droit d'en obtenir un</u>. Ils vous permettent également de déposer tous les documents qui accompagnent votre demande en ligne, le cas échéant.

Procédure non contentieuse et action collective: ces services vous permettent de déposer un acte de procédure, une pièce ou tout autre document au greffe de la Cour supérieure lorsqu'ils concernent une <u>demande suivant la procédure non contentieuse</u> ou une <u>action collective</u>. Ils permettent également à certains utilisateurs de consulter à distance certains dossiers judiciaires numériques.

Pour accéder à Lexius, vous devez confirmer que vous acceptez les présentes conditions d'utilisation. En cas de contradiction entre celles-ci et une loi, un règlement ou les directives des tribunaux, ces derniers ont préséance.

- 1. L'accès aux services judiciaires numériques Lexius
- 2. L'utilisation des services judiciaires numériques Lexius
- 3. Particularités pour le service de dépôt de documents
- 4. Droits de propriété intellectuelle
- 5. Protection des renseignements personnels
- 6. Limitations de responsabilité
- 7. Paiement des frais et tarifs judiciaires
- 8. Acceptation des conditions d'utilisation

1. L'ACCÈS AUX SERVICES JUDICIAIRES NUMÉRIQUES LEXIUS

Pour accéder aux services judiciaires numériques Lexius, à l'exception des services « Automobile et permis de conduire » décrits en introduction, vous devez créer un compte utilisateur en respectant les modalités suivantes :

1.1 Vous êtes avocate, avocat ou notaire

Si vous exercez votre profession, connectez-vous par l'entremise du partenaire de connexion associé à votre ordre professionnel, soit le Barreau du Québec ou la Chambre des notaires du Québec. Pour ce faire, rendez-vous sur la page d'accueil du portail et choisissez l'option « Se connecter ». Ensuite, appuyez sur l'icône associée à votre ordre professionnel, puis entrez la même adresse courriel professionnelle et le même mot de passe que ceux que vous utilisez pour vous connecter au portail de votre ordre professionnel.

Lors de votre première connexion quotidienne, vous devez accepter les conditions d'utilisation et valider le ou les codes d'impliqués permanents (CIP) ainsi que les renseignements indiqués automatiquement par Lexius, comme l'adresse de votre domicile professionnel et le numéro de téléphone.

1.2 Vous êtes une autre utilisatrice ou un autre utilisateur

Si vous êtes une citoyenne ou un citoyen, une huissière ou un huissier de justice, une ou un membre du personnel du Curateur public ou toute autre personne non visée à la <u>section 1.1</u>, vous devez créer votre compte utilisateur en fournissant notamment une adresse courriel ainsi qu'un mot de passe.

En acceptant les conditions d'utilisation, vous consentez à recevoir les avis en lien avec votre dépôt à l'adresse courriel fournie.

1.3 Précision pour la consultation d'un dossier judiciaire numérique à distance

Notez que les dossiers liés aux services « Automobile et permis de conduire » décrits en introduction ne sont pas tenus numériquement. Par conséquent, ils ne sont pas consultables à distance par qui que ce soit.

Uniquement les avocates, avocats et notaires pouvant confirmer leur identité par le moyen d'authentification prévu à la <u>section 1.1</u> peuvent, en se connectant à Lexius, consulter à distance un dossier judiciaire numérique, sous réserve des restrictions d'accès prévues par une loi, par un règlement ou par une ordonnance du tribunal. Ainsi, ces professionnelles et professionnels qui choisissent de se connecter à Lexius en s'identifiant autrement que par le partenaire de connexion n'auront pas accès au service de consultation à distance d'un dossier judiciaire numérique. Toute personne est autorisée à consulter un dossier judiciaire numérique dans un palais de justice en utilisant des

Toute personne est autorisée à consulter un dossier judiciaire numérique dans un palais de justice en utilisant des moyens technologiques mis en place à cet effet, sous réserve des restrictions d'accès applicables à ce dossier judiciaire numérique.

2. L'UTILISATION DES SERVICES JUDICIAIRES NUMÉRIQUES LEXIUS

2.1 Services

Vous avez accès à Lexius en tout temps, sous réserve de situations qui échappent au contrôle du MJQ).

De plus, le MJQ se réserve le droit de limiter l'accès à Lexius pour procéder à des travaux d'infrastructure technologique.

Dans l'une ou l'autre de ces situations, vous recevrez l'information à propos des options qu'offre le MJQ pour pallier l'indisponibilité de Lexius.

Pour optimiser l'expérience de Lexius, il est recommandé d'utiliser les navigateurs suivants : Google Chrome ou Microsoft Edge. Il est également conseillé d'utiliser leur version la plus récente et de veiller à ce que le système d'exploitation et le navigateur Web disposent de toutes les mises à jour et modifications requises.

2.2 Préséance du registre du tribunal

Sachez qu'en cas de discordance entre les informations paraissant sous l'onglet « Historique » du dossier judiciaire numérique et celles inscrites dans le registre du tribunal (plumitif), ces dernières ont préséance.

2.3 Obligations de l'utilisatrice ou de l'utilisateur

Lorsque vous utilisez Lexius, vous ne devez pas porter atteinte à l'intégrité ni à la sécurité de la plateforme Web, de quelque façon que ce soit. Par exemple, vous ne devez pas contourner les mesures de sécurité mises en place ni tenter de modifier la plateforme.

Lorsque vous créez un compte utilisateur pour utiliser les services « Procédure non contentieuse et action collective » décrits en introduction, vous devez fournir des renseignements exacts et complets, et vous êtes responsable de les maintenir à jour.

Si vous partagez votre mot de passe avec une autre personne, vous serez responsable des dommages qui pourraient en découler, par exemple en cas de fraude ou de vol d'identité.

Lorsque vous consultez un dossier judiciaire numérique, vous vous engagez à respecter toute interdiction de divulgation ou de diffusion des renseignements consultés, qu'elle soit prévue dans une loi, un règlement ou une ordonnance du tribunal rendue dans ce dossier.

3. PARTICULARITÉS POUR LE SERVICE DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

3.1 Enregistrement d'un dépôt en cours de rédaction

Notez qu'il est impossible d'enregistrer un dépôt en cours de rédaction pour les services « Automobile et permis de conduire » décrits en introduction.

Si vous n'êtes pas en mesure de compléter votre dépôt dans Lexius au cours d'une même session de navigation, vous pouvez récupérer l'information relative à un dépôt en cours de rédaction pendant une période de 60 jours. Cette information, y compris les documents téléversés, est enregistrée automatiquement lorsque vous passez à une étape suivante ou précédente dans le formulaire. Vous pouvez aussi l'enregistrer manuellement à tout moment en appuyant sur le bouton prévu à cet effet.

Si vous souhaitez récupérer l'information d'un dépôt une fois la connexion au portail établie, rendez-vous à la page « Dépôts en cours de rédaction ou transmis ». À l'inverse, vous pouvez également supprimer l'information d'un dépôt à partir de cette page.

Ce délai de 60 jours débute à la date où vous avez commencé à saisir des renseignements dans un formulaire de dépôt, peu importe si vous y avez téléversé des documents ou non.

L'information relative à un dépôt en cours de rédaction et les documents qui y sont liés peuvent être accessibles à un nombre réduit de personnes identifiées au ministère de la Justice. Ces personnes issues d'une équipe technique ont

cet accès pour vous aider à résoudre un problème que vous pourriez vivre avec un dépôt (ex. : vous n'êtes pas capable de récupérer l'information d'un dépôt ou vous êtes incapable de le supprimer).

La fonctionnalité d'enregistrement vise, entre autres, à vous prémunir de la perte des renseignements saisis si jamais un imprévu survient en cours de dépôt (par exemple, vous n'êtes pas en mesure d'effectuer le paiement des frais judiciaires ou vous devez convertir le format de votre fichier pour le téléverser). Il vous revient d'utiliser cette fonctionnalité de manière responsable, dans le contexte des conditions exposées précédemment, et de juger de la possibilité de téléverser un document dans Lexius sans compléter votre dépôt.

3.2 Moment du dépôt

3.2.1 Automobile et permis de conduire

Si vous transmettez votre demande en ligne en dehors des heures d'ouverture du greffe de la Cour du Québec (de 8 h 30 à 16 h 30, heure locale du greffe de destination), cette demande est réputée déposée au greffe à la prochaine heure d'ouverture de ce greffe.

Prenez note que l'heure inscrite sur votre demande est basée sur le fuseau horaire de l'heure normale de l'Est (UTC-5) ou de l'heure avancée de l'Est (UTC-4), selon la période de l'année et que, dans certains cas, cette heure peut être différente de l'heure du greffe de destination.

Ainsi, si le 24 février, vous transmettez une demande destinée au greffe du palais de justice d'Havre-Aubert, situé aux Îles-de-la-Madeleine, bien qu'il soit 15 h selon le fuseau horaire de ce palais de justice à cette date (UTC-4), l'heure qui sera inscrite sur cette demande sera 14 h (UTC-5).

Le greffier déterminera les frais judiciaires prescrits pour votre demande après son dépôt. Vous recevrez un avis indiquant le montant des frais judiciaires à payer.

Pour que votre demande soit considérée comme légalement reçue à la date de son dépôt au greffe de la Cour du Québec, vous devez effectuer le paiement, en totalité, au plus tard deux jours après la notification de l'avis.

En acceptant les conditions d'utilisation, vous consentez à ce que les avis en lien avec votre demande vous soient notifiés à l'adresse courriel que vous avez inscrite dans le formulaire interactif.

3.2.2 Procédure non contentieuse et action collective

Si vous transmettez un document en ligne en dehors des heures d'ouverture du greffe de la Cour supérieure (de 8 h 30 à 16 h 30, heure locale du greffe de destination), celui-ci est réputé déposé au greffe à sa prochaine heure d'ouverture. La plateforme Web tient compte du fuseau horaire du greffe de destination.

Toutefois, lorsque des frais judiciaires sont exigibles pour le dépôt de votre document, il sera considéré comme légalement reçu seulement lorsque vous aurez acquitté les frais judiciaires en totalité.

Le greffier peut rectifier les frais judiciaires associés à votre document. S'il détermine que des frais judiciaires supplémentaires doivent être acquittés, vous recevrez un avis indiquant le montant à payer.

3.3 Traitement du dépôt

Les demandes déposées en ligne au greffe de la Cour du Québec sont traitées de façon prioritaire durant les jours et les heures d'ouverture des greffes de cette cour. Elles sont traitées dans un délai de 24 heures suivant leur transmission, selon les heures d'ouverture du greffe.

Les documents déposés en ligne au greffe de la Cour supérieure sont traités durant les jours et les heures d'ouverture des greffes de cette cour. Ils sont traités dans un délai de 24 à 48 heures suivant leur transmission et le paiement des frais judiciaires applicables, en fonction des heures d'ouverture du greffe.

Par ailleurs, sauf pour les demandes « Automobile et permis de conduire » décrites en introduction, il est possible pour vous d'indiquer qu'un dépôt doit être traité en urgence, si la demande est définie comme urgente par une loi, un règlement ou les directives des tribunaux.

Le traitement des documents déposés s'effectue en conformité avec les lois, les règlements et les directives.

3.4 Format et taille des documents déposés

3.4.1 Automobile et permis de conduire

Seul le format PDF est accepté pour le dépôt des documents. Certains logiciels permettent de convertir facilement des fichiers au format PDF.

La taille totale des fichiers joints ne doit pas excéder 100 Mo. Si la taille totale des fichiers excède 100 Mo, vous pouvez la réduire, notamment en diminuant la résolution des fichiers. Si la taille totale excède toujours 100 Mo, vous pouvez exceptionnellement déposer votre ou vos fichiers au greffe de la Cour du Québec par un autre moyen.

Il est recommandé que vous conserviez, après leur numérisation, vos documents transmis en ligne.

3.4.2 Procédure non contentieuse et action collective

Le format PDF est obligatoire pour le dépôt des actes de procédure. Les formats GIF, JPEG, M4A, MP3, MP4, PDF, PNG, WAV, WMA sont acceptés pour le dépôt des pièces et des autres documents. Certains logiciels permettent de convertir facilement des fichiers à l'un ou l'autre de ces formats.

La taille de chaque fichier ne doit pas excéder 1 Go. Si la taille d'un fichier excède 1 Go, vous pouvez la réduire, notamment en diminuant sa résolution. Vous pouvez aussi scinder ce fichier en plusieurs fichiers, en évitant qu'un sujet soit scindé, dans la mesure du possible. Malgré tout, si la taille d'un fichier excède toujours 1 Go, vous pouvez exceptionnellement le déposer au greffe de la Cour supérieure par un autre moyen.

Dans tous les cas, vous devez conserver vos documents sur leur support et dans leur format d'origine jusqu'au jugement passé en force de chose jugée ou de l'acte qui met fin à l'instance, conformément à l'article 10 du <u>Règlement concernant le projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice</u>.

3.5 Description, cotation et date d'une pièce ou d'un élément de preuve

Les modalités qui suivent ne s'appliquent pas aux services « Automobile et permis de conduire » décrits en introduction.

Vous devez attribuer une cote à vos pièces et aux autres éléments de preuve, conformément aux règlements et aux directives des tribunaux.

Vous devez décrire en détail la pièce ou l'élément de preuve que vous déposez à l'endroit prévu à cet effet. Par exemple, au champ « Description », vous pouvez inscrire :

- pour une **pièce**, puisque celle-ci doit être définie comme c'était le cas auparavant dans la liste des pièces : Contrat de vente de la maison. Acte de naissance de XY:
- pour des notes sténographiques : Notes sténographiques de XY;
- pour une expertise: Rapport médical du Dr XY, Expertise psychosociale réalisée par XY;

• pour une déclaration sous serment ou réputée sous serment : Déclaration de XY.

Vous devez également indiquer la date pertinente de la pièce ou de l'élément de preuve que vous déposez. Il vous revient de déterminer cette date.

En général, la date pertinente d'une pièce ou d'un élément de preuve correspond à celle qu'il porte. Toutefois, cette date peut également être établie en fonction de la nature de votre demande, des faits qui la soutiennent ou des conclusions que vous recherchez. Lorsque des pièces de même nature sont déposées en liasse, la date pertinente est celle de la première pièce.

Par exemple:

- pour une correspondance ou un échange de courriels, la date pertinente est la date de la correspondance ou du premier échange;
- pour un certificat du Directeur de l'état civil, deux dates sont inscrites, soit la date de l'événement (ex. : naissance ou décès d'une personne) et la date à laquelle le Directeur de l'état civil a délivré le certificat. La date pertinente pourrait être l'une ou l'autre selon les motifs pour lesquels vous déposez ce certificat : soit pour faire la preuve de la date de naissance ou de décès de la personne concernée ou pour indiquer la date à laquelle le Directeur de l'état civil a délivré ce certificat;
- pour une déclaration sous serment ou un rapport d'expertise : la date pertinente est la date de la signature;
- pour des **notes sténographiques** : la date pertinente est celle de l'interrogatoire ou de l'audience;
- pour un document qui ne porte pas de date, la date pertinente est celle qu'une partie peut lui attribuer en fonction de la nature de sa demande, des faits qui la soutiennent ou des conclusions recherchées (ex. : testament olographe non daté pour lequel on attribue une date qui sera démontrée lors de l'audience).

3.6 Dépôt d'un document à accès restreint

Les modalités qui suivent ne s'appliquent pas aux services « Automobile et permis de conduire » décrits en introduction.

Vous pouvez choisir le niveau de confidentialité « Sous pli cacheté » lorsque vous déposez un document qui comporte des informations généralement tenues pour confidentielles. Quand vous indiquez qu'un document est sous pli cacheté, vous restreignez son accès aux personnes désignées par une loi ou un règlement.

Si vous souhaitez déposer un document qui requiert un niveau de restriction d'accès supérieur à la mise sous pli cacheté, ce document pourra exceptionnellement être déposé au greffe par un autre moyen sur support matériel. Il sera conservé au greffe sur son support matériel.

3.7 Documents déposés en lot

3.7.1 Automobile et permis de conduire

Chaque fichier que vous déposez ne doit contenir qu'un seul document.

3.7.2 Procédure non contentieuse et action collective

Chaque fichier que vous déposez ne doit contenir qu'un seul document, sous réserve de ce qui suit.

Un fichier ne doit contenir qu'un seul acte de procédure, sauf si les règles de procédure civile ou la pratique établie par les tribunaux et les partenaires indiquent qu'un acte de procédure peut ou doit être accompagné d'un autre document. Par exemple, une demande introductive d'instance peut aussi inclure un avis d'assignation ou de

présentation. Autre exemple, les preuves de notification d'un document peuvent être jointes à celui-ci ou à l'un de ses extraits.

Un fichier ne doit contenir qu'une seule pièce. Toutefois, vous pouvez déposer en liasse des documents de même nature dans un même fichier. Par exemple, dans une demande en recouvrement d'une somme d'argent pour services rendus, vous pouvez joindre plus d'une facture dans un même fichier.

3.8 Discordance

Assurez-vous que l'information que vous inscrivez sur la plateforme Web concorde avec celle contenue dans les documents que vous ajoutez à votre dépôt.

Pour les services « Procédure non contentieuse et action collective » décrits en introduction, en cas de discordance entre ceux-ci, il est possible que votre dépôt ne soit pas traité. Vous en serez alors avisé.

3.9 Dépôt dans un dossier judiciaire existant

Le dépôt dans un dossier judiciaire existant est réservé à des situations précises :

- 1. Pour les procédures non contentieuses, aux dossiers judiciaires ouverts depuis le 24 avril 2023;
- Pour les actions collectives, aux dossiers judiciaires ouverts depuis le 17 novembre 2025 suivant une demande d'autorisation d'exercer une action collective.

3.10 Respect des conditions d'utilisation

Vous devez déposer des documents qui respectent les conditions d'utilisation pour vous assurer qu'ils pourront être transmis au greffe et traités par le personnel des greffes.

4. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

4.1 Tout acte de procédure, toute pièce ou tout autre document que vous déposez au greffe au moyen de Lexius, y compris la photographie d'un élément matériel de preuve, peut être inclus dans un dossier judiciaire numérique. Les documents contenus dans un dossier judiciaire numérique peuvent être consultés, dans le respect des restrictions et des interdictions d'accès prévues par une loi, un règlement ou une ordonnance du tribunal.

En utilisant Lexius, vous autorisez le MJQ et les tribunaux, dans l'exercice de leurs fonctions, à reproduire, à publier et à représenter en public, notamment en communiquant par télécommunication, en tout ou en partie, les documents que vous déposez au moyen de Lexius, lorsque vous êtes le titulaire des droits d'auteur sur ceux-ci. Cette autorisation est accordée sans limite territoriale ni limite de temps.

4.2 La plateforme Lexius et son contenu, y compris les documents, textes, images et logiciels, sont protégés par des droits de propriété intellectuelle, notamment le droit d'auteur. L'exercice d'actes exclusifs au titulaire des droits d'auteur sur Lexius et son contenu, entre autres la reproduction, l'adaptation ou la représentation en public, en tout ou en partie, est interdit sans l'autorisation écrite du MJQ.

Si vous consultez un dossier judiciaire numérique, sachez que les documents qu'il contient pourraient être protégés par les droits d'auteur de diverses personnes, notamment les parties au dossier.

Ainsi, lorsque vous utilisez Lexius, vous vous engagez à respecter les droits d'auteur relatifs aux documents auxquels vous accédez, notamment à ne pas les reproduire ni à les communiquer au public à des fins commerciales. Vous êtes responsable de vous assurer que l'usage que vous faites de ces documents respecte les droits d'auteur, notamment en obtenant l'autorisation du titulaire des droits d'auteur, lorsque nécessaire.

4.3 La marque Lexius constitue une marque officielle appartenant au gouvernement du Québec. Il vous est interdit de l'employer sans l'autorisation du MJQ.

5 POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

La <u>politique de confidentialité</u> fait partie intégrante des conditions d'utilisation de Lexius.

6. LIMITATIONS DE RESPONSABILITÉ

6.1 Limitation de responsabilité sur Lexius

En utilisant Lexius, vous reconnaissez que le MJQ n'est pas responsable des coûts, pertes ou dommages que vous pouvez encourir :

- a. soit parce que vous n'avez pas respecté les présentes conditions d'utilisation;
- b. soit parce que vous n'avez pas respecté les lois, les règlements ou les directives en vigueur au Québec ou toute ordonnance rendue par un tribunal.

Malgré nos efforts visant à maintenir le contenu de Lexius à jour et à sécuriser votre navigation, nous ne pouvons pas garantir :

- a. que le contenu de Lexius sera toujours complet, à jour et sans erreurs;
- b. que Lexius sera en tout temps accessible, sécurisé et exempt de virus ou de logiciel malveillant.

Même si Lexius peut contenir de l'information juridique, sachez que cette information ne constitue pas un avis ou un conseil juridique. Uniquement une avocate, un avocat, une ou un notaire peuvent vous conseiller sur votre situation personnelle.

6.2 Limitation de responsabilité sur les autres sites

Lors de votre navigation dans Lexius, une redirection pourra vous mener vers d'autres sites Web, par exemple pour effectuer un paiement. Sachez que vous quittez alors Lexius et que le MJQ n'est pas responsable de la sécurité de ces autres sites, de leur contenu, ni de l'utilisation que vous en faites. Ces sites ont leurs propres conditions d'utilisation et leur propre politique de confidentialité. Nous vous recommandons de les lire.

6.3 Régime juridique

L'utilisation de Lexius est régie par le droit applicable au Québec. Tout différend découlant des conditions d'utilisation de ce service est soumis à la compétence exclusive des tribunaux du Québec.

7. PAIEMENT DES FRAIS ET TARIFS JUDICIAIRES

7.1 Tarif des frais judiciaires

Les frais judiciaires qui s'appliquent sont déterminés par le Tarif judiciaire en matière civile en vigueur.

7.2 Paiement des frais judiciaires

Si vous devez acquitter des frais judiciaires, une redirection vous amènera vers une plateforme sécurisée. En conséquence, le MJQ de même que la Cour supérieure et la Cour du Québec ne recueillent aucune information bancaire.

Le paiement en ligne est possible après le dépôt au moyen d'un numéro qui sera transmis par le greffe. Pour les services « Automobile et permis de conduire » décrits en introduction, vous recevrez un numéro de demande. Quant aux services « Procédure non contentieuse et action collective » décrits en introduction, ce sont un numéro de facture et un numéro de dépôt que vous obtiendrez.

Seuls les paiements par carte de crédit Visa, Mastercard et American Express sont acceptés pour le paiement en ligne.

8. ACCEPTATION DES CONDITIONS D'UTILISATION

Vous devez reconnaître avoir lu et accepté les présentes conditions d'utilisation en cochant la case « J'accepte les conditions d'utilisation ».

Le MJQ se réserve le droit de modifier les conditions d'utilisation à tout moment, sans avis préalable. Vous comprenez qu'il demeure, en tout temps, de votre seule responsabilité de lire les conditions d'utilisation en accédant aux services judiciaires numériques Lexius.